

Une spiritualité de la solidarité

René Lachapelle

Volume 9, Number 1, Spring 1996

Spiritualité, Églises et religions

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301350ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301350ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lachapelle, R. (1996). Une spiritualité de la solidarité. *Nouvelles pratiques sociales*, 9(1), 91–99. <https://doi.org/10.7202/301350ar>

Article abstract

La solidarité est une valeur éminemment politique. Elle prend sa consistance dans l'action des personnes qui s'engagent dans l'action collective. En période de changement social, cela exige du souffle. Comment l'espérance peut-elle s'alimenter dans une société sécularisée? Peut-on, au Québec, puiser dans la tradition judéo-chrétienne qui a marqué notre histoire pour soutenir cette aventure collective? Y a-t-il des communautés dans lesquelles pourraient se retrouver ceux et celles qui sont confrontés aux enjeux éthiques des nouvelles solidarités? La question est posée à une Église dont le discours est plus stimulant que la pratique.



Une spiritualité de la solidarité

René LACHAPELLE
Président
Conseil central de la Montérégie-CSN

La solidarité est une valeur éminemment politique. Elle prend sa consistance dans l'action des personnes qui s'engagent dans l'action collective. En période de changement social, cela exige du souffle. Comment l'espérance peut-elle s'alimenter dans une société sécularisée? Peut-on, au Québec, puiser dans la tradition judéo-chrétienne qui a marqué notre histoire pour soutenir cette aventure collective? Y a-t-il des communautés dans lesquelles pourraient se retrouver ceux et celles qui sont confrontés aux enjeux éthiques des nouvelles solidarités? La question est posée à une Église dont le discours est plus stimulant que la pratique.

«[...] on peut faire l'expérience de Dieu dans tous les lieux où l'aliénation est surmontée, les injustices éliminées, la paix réalisée et l'amour vécu.»
(Hans Küng, *Concilium*, n° 227)

La solidarité comme valeur occupe une place de choix dans les efforts considérables actuellement investis pour redéfinir un projet de société mobilisateur au Québec. Le gouvernement a convoqué la Conférence sur le devenir social et économique en publiant *Un Québec de responsabilité et de solidarité*. Pour la première fois, les groupes de sans-pouvoir ont pu participer à une telle rencontre au sommet par le biais d'une large coalition qui se nomme Solidarité populaire Québec. La CSN a convoqué son 58^e congrès régulier sous le thème «Urgence solidarités!» La Journée des femmes, le 8 mars 1996, en prolongement de la marche «Du pain et des

roses», avait pour thème «La solidarité, ça marche!» Les États généraux du monde rural ont débouché sur l'organisation de Solidarité rurale qui compte des sections dans les différentes régions du Québec. La FTQ opère depuis une décennie le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec. On peut y voir un effet de mode; on doit aussi y reconnaître un appel, l'affirmation d'une valeur éminemment politique que plusieurs considèrent urgent de replacer au centre de la recherche d'un nouveau paradigme de société.

UNE ÉPOQUE QUI RISQUE FORT DE SE RÉVÉLER COMME L'AUBE D'UNE ÈRE NOUVELLE (TURCOT, 1992)

L'épuisement du contrat social mis en place pour sortir de la crise des années 30 et l'essoufflement des institutions que nous nous sommes données lors de la Révolution tranquille imposent des défis considérables à ceux et celles qui s'engagent dans la vie collective. L'action politique, le syndicalisme, l'action communautaire, l'économie solidaire, l'éducation populaire, la défense des droits, le mouvement des femmes et toutes les formes d'organisation collective reposent sur des réseaux de personnes portées par des idéaux de justice sociale. On y trouve aussi, bien sûr, comme le veut un certain cynisme ambiant, du corporatisme, voire des opportunistes qui y cherchent leur compte; mais ce sont des valeurs partagées qui cimentent ces organisations. Ceux et celles en particulier qui s'y engagent en prenant le parti des sans-pouvoir s'embarquent dans une aventure qui demande du souffle: «Qu'est-ce qui peut redonner de l'élan à celles et ceux qui pensent, encore et malgré tout, qu'il est possible de bâtir un projet de société?» (Turcot, 1992) La seule voie pour durer dans l'action de solidarité, c'est de prendre les moyens d'accorder action et valeurs, de développer une congruence personnelle et collective qui donne sens aux efforts en cause.

Dans les sociétés religieuses, c'est la spiritualité qui désigne l'ensemble des pratiques qui permettent une telle cohésion¹. Dans la tradition chrétienne, la spiritualité, c'est la vie dans l'Esprit de Jésus-Christ, ce «souffle de l'Esprit» (Jn 3, 8) qui traverse l'histoire et y réalise la libération (Rm 8,

1. Les théologiens du tiers-monde considèrent que les religions traditionnelles ont été source de force et d'inspiration pour les peuples dans leur résistance à l'agression coloniale et à la domination impérialiste, ce qui leur a permis de découvrir l'étroite liaison entre spiritualité et politique, contemplation et engagement, notre intelligence de Dieu et le processus conflictuel de devenir humain (RAVAN, Samuel (1988). «Théologie du Tiers-Monde: D'ici, où allons-nous?», *Concilium*, n° 219, 161). Cette conclusion fait partie des convergences qui se dégagent de l'ensemble des productions théologiques de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique latine et des minorités nord-américaines (amérindienne, noire, hispanique) examinées dans ce numéro de *Concilium* dédié aux «Théologies du Tiers-Monde».

18-30). La spiritualité chrétienne est essentiellement dialogale, accueil de la Révélation et réponse de foi par prière qui soutient l'espérance et l'engagement qui réalise l'amour, comme l'exprime la maxime d'Ignace de Loyola : «[...] prier comme si tout dépendait de Dieu [...] agir comme si tout dépendait de nous seuls» (Soares-Prabhu, 1990 : 62).

L'appel à la solidarité au Québec nous renvoie à la tradition judéo-chrétienne qui a marqué en profondeur notre devenir comme société. L'Église n'est plus au centre de la société québécoise et la religion ne fait plus partie des consensus qui nous unissent, mais l'influence judéo-chrétienne n'en est pas moins un héritage que partagent une large majorité de Québécois et de Québécoises. Quant à savoir comment assumer cet héritage, il y a matière à débats. Ce qui est certain, c'est que les interpellations sur l'avenir de notre société nous placent devant un certain nombre de défis et posent la question d'une spiritualité pour ceux et celles qui se reconnaissent dans les actions de solidarité. Il devient impératif de nous demander comment se nourrit l'espérance dans une société sécularisée.

LES SOLIDARITÉS TÊTUES : UN RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE PERSONNES ENGAGÉES DANS DES TÂCHES DE SOLIDARITÉ

La solidarité, nous dit le *Petit Robert*, c'est la « relation entre personnes ayant conscience d'une communauté d'intérêts, qui entraîne, pour les unes, l'obligation morale de ne pas desservir les autres et de leur porter assistance ». Parler de solidarité n'a donc rien d'idéaliste : il n'y a de solidarité que dans la prise en compte, pour le choix des enjeux, des intérêts convergents des personnes et des groupes. Être solidaire, c'est agir en fonction des intérêts collectifs plutôt que de se replier sur ses propres intérêts. La solidarité est aussi un choix stratégique qui s'impose aux sans-pouvoir puisque que leur seule force réside dans le nombre et la cohésion.

En même temps, la solidarité est une tâche qui ne va pas de soi, surtout dans le contexte ambiant de néolibéralisme et de valorisation des gagnants. Pour ne pas voler en éclats au premier choc des intérêts, elle suppose une solide organisation et des personnes déterminées qui y investissent non seulement du temps, mais aussi de l'analyse et du cœur :

Des personnes déterminées à se situer de façon agissante, active et responsable dans le corps social ou, en d'autres mots, qui trouvent du sens à travailler avec acharnement à incorporer dans l'humanité intégrale les distancés, affaiblis et atrophisés [...]. Le sens en question constitue pour moi la substance la plus authentique du bonheur. Bref, je pense sincèrement que le mouvement populaire carbure au bonheur. (Giguère, 1994 : 176)

Ce qui alimente l'action quotidienne et lui permet d'accepter l'adversité, c'est ce sens profond mis en lumière dans les grands moments de l'action collective que sont les fêtes. La solidarité vécue et célébrée, c'est aussi de ce point de vue une source d'engagement.

Comme moteur d'action au cours des deux derniers siècles de notre histoire québécoise, la solidarité s'est concrétisée dans les paroisses, les villages et les quartiers par la création de coopératives – mutuelles d'assurances, caisses populaires, coopératives d'achats, de travail, etc. –, le développement d'associations de tous ordres et l'émergence du mouvement syndical. Le Québec solidaire est une réalité concrète qui a des racines. Ce n'est pas un souvenir, c'est une réalité qui se vérifie par la présence de milliers de groupes et d'organismes, et par l'existence d'un réseau de personnes engagées dans les tâches de solidarité.

Il serait probablement hasardeux de définir ce réseau et de tracer la géographie de ce Québec solidaire parce que la diversité des organismes et la multiplicité des liaisons entre les divers acteurs augmentent le risque d'en oublier². Il faut aussi convenir qu'il ne suffit pas de se désigner comme groupe communautaire ou d'avoir un statut de syndicat pour défendre convenablement les intérêts des laissés-pour-compte. Mais il y a dans toutes les collectivités des groupes et des organismes qui soulèvent par leurs pratiques la question de la solidarité dans une société offrant de moins en moins de résistance à la perspective réductrice de l'économie de marché.

Ce mouvement de solidarité a suffisamment de profondeur et de créativité pour que l'action ne soit pas organisée seulement sur le plan local. Dans la foulée des fédérations de coopératives et des centrales syndicales, on voit maintenant émerger des structures sectorielles et régionales d'organismes communautaires qui permettent d'amener sur la scène politique un questionnement longtemps relégué aux marges de l'activité socio-économique. Il y a dans l'air des projets d'États généraux du

2. Divers ouvrages fournissent des éléments de description : à titre indicatif, on peut consulter CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES (1992), *Un Québec solidaire. Rapport sur le développement*, Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur - Gouvernement du Québec, 182 pages ; DOUCET, Laval et Louis FAVREAU (sous la direction de) (1991), *Théorie et pratiques en organisation communautaire*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 464 pages ; FAVREAU, Louis (1989), *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours. Continuités et ruptures*, Montréal, Centre de formation populaire et Éditions du fleuve, 307 pages ; GAGNON, Alain-G. (1985), *Développement régional, État et groupes populaires*, Hull, Éditions Asticou, 290 pages ; LÉVESQUE, Benoît, JOYAL, André et Omer CHOUINARD (sous la direction de) (1989), *L'autre économie, une économie alternative ?*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 372 pages ; POIRIER, Roger (1986), *Qui a volé la rue principale ?*, Montréal, Éditions Départ, 332 pages ; ROUILLARD, Jacques (1989), *Histoire du syndicalisme québécois, des origines à nos jours*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 535 pages.

communautaire. Si la solidarité a connu des reculs et se cherche de nouvelles voies dans les structures sociales, il faut voir également qu'elle continue à sourdre dans les communautés locales et à progresser dans des organisations qui en font la promotion sur le plan politique.

L'attention accordée actuellement au développement de l'économie solidaire permet de jeter un regard nouveau sur la solidarité qui caractérise le développement de la société québécoise³. L'opposition entre la perspective néolibérale du *workfare* et la perspective subversive de la réciprocité économique dans les débats entourant la réintégration en emploi des personnes exclues permet de bien illustrer que la solidarité est devenue la question centrale du projet de société. Selon les tenants du *workfare*, l'insertion des personnes exclues s'appuie sur le devoir de participer à l'activité économique à n'importe quelles conditions ; ce sont les personnes exclues qu'on veut responsabiliser en leur demandant d'agir de façon solidaire. Cette perspective est réductrice dans la mesure où elle débouche sur des inégalités qui provoquent inévitablement une fracture sociale plutôt que de faire naître la solidarité. Si l'on veut vraiment parler de solidarité et de responsabilité, il faut accepter de remettre en question l'actuel partage des richesses, bloqué à la fois par la soumission de l'activité économique aux diktats de la finance et par l'individualisme qui cautionne l'idéologie de la réduction de l'État. Si nous ne réintroduisons pas la réciprocité dans les échanges économiques, c'est la cohésion sociale qui sera menacée. Créer des mouvements de solidarité devient, par conséquent, une tâche urgente qui ne concerne pas seulement le mouvement communautaire, le mouvement des femmes et le syndicalisme, mais la société dans son ensemble.

Dans la mesure où celle-ci est en quelque sorte la manifestation, le surgissement d'un sens humain, les défis actuels de l'action solidaire sont à la fois appel et source d'espérance dans notre société sécularisée. Comment une spiritualité de la solidarité peut-elle alimenter l'action ?

UNE TRADITION QUÉBÉCOISE DE SOLIDARITÉ QUI INCARNE L'HÉRITAGE PROPHÉTIQUE JUDÉO-CHRÉTIEN

Dans un article de *Relations*, Gregory Baum (1994) plaide « Pour une spiritualité de la solidarité » qui engage à regarder la société du point de vue des victimes et témoigner publiquement de notre solidarité avec elles.

3. Voir NORMAND, Bernard (1996). « Mesures d'insertion en emplois : deux visions opposées », *Relations*, n° 619, avril, 86-90.

Est-ce qu'on ne peut pas faire l'hypothèse qu'une tradition spirituelle de solidarité inspire en profondeur la société québécoise? Le réseau des militants et militantes qui bâtissent au quotidien des solidarités n'incarne-il pas la tradition prophétique judéo-chrétienne qui a façonné notre histoire?

Un tel diagnostic est susceptible de recevoir dans les milieux militants un accueil différent selon que cette tradition est associée ou non à l'héritage clérical québécois. D'une part, selon une lecture réconciliée avec le passé québécois et capable aussi bien d'une laïcité assumée que d'un engagement chrétien choisi, il y a là un héritage à mettre en valeur. D'autre part, selon la lecture de ceux et celles qui n'ont pas encore réglé leurs comptes avec la chrétienté, une telle affirmation ressemble à une tentative de récupération par une Église en perte de vitesse.

Par-delà l'apologie ou le rejet de l'héritage chrétien, on doit reconnaître que la culture québécoise a été et demeure profondément imprégnée par la tradition prophétique judéo-chrétienne aussi bien au regard des structures sociales qu'à celui de l'éthique et des valeurs personnelles. Dans le mouvement coopératif, le syndicalisme, l'action communautaire – qui, à bien des égards, a pris la relève de la «vie de paroisse»⁴ –, le mouvement des femmes ou les groupes de défense, on partage la conviction que la dignité de la personne, l'entraide et la justice sociale sont incontournables. Les indices sont nombreux qu'il y a vraiment des gens qui s'inspirent d'une spiritualité de la solidarité :

La disposition active à rassembler les exclus de toutes sortes dans le droit, la justice et la démocratie dégage une énergie qui mobilise les meilleurs sentiments et les maintient constamment à un haut niveau d'effervescence, transformant ta vie en une espèce de déclaration d'amour permanente à l'humanité. Cet état d'harmonie profonde avec l'humain te permet de conserver une nappe phréatique intérieure habitée par des chants d'oiseaux, même quand la cause de la justice t'amène dans les pires conflits avec ceux qui n'ont pas intérêt à ce qu'elle se concrétise. (Giguère, 1994 : 177)

Devant l'affirmation que la prière abreuve l'espérance, une de mes amies se déclarait du type cactus : elle estimait ne pas avoir de vie de prière qui corresponde à son activité militante. Se pourrait-il que la «nappe phréatique» dont parle Joseph Giguère soit pour bon nombre de militants et de militantes la source de leur espérance? Il me semble qu'on doit reconnaître que les réserves de solidarité de notre histoire sociale constituent une source à laquelle nous pouvons puiser. En 1983, Gustavo

4. Il est intéressant dans cette perspective de revoir l'histoire des paroisses urbaines. On en trouvera un excellent exemple dans l'ouvrage magistral de Lucia FERRETTI, *Entre voisins. La société paroissiale en milieu urbain Saint-Pierre-Apôtre de Montréal 1848-1930*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1992, 264 pages.

Gutiérrez publiait *Beber en su propio pozo, el itinerario espiritual de un pueblo* (Boire à son propre puits, l'itinéraire spirituel d'un peuple). En page couverture de cet ouvrage, on peut lire que «la spiritualité est une aventure communautaire». Cela nous amène à nous demander comment alimenter la culture de la solidarité de façon qu'elle permette de soutenir et surtout de rendre contagieuse l'espérance des militants et des militantes.

UNE SPIRITUALITÉ DE LA SOLIDARITÉ POSE LE DÉFI D'UNE COMMUNAUTÉ PORTEUSE

Dom Helder Camara parle des «minorités abrahamiques» pour désigner tous les groupes qui consciemment ou non répondent à l'appel de réaliser la libération : «La libération ne viendra pas des sommets. Elle viendra de la base. Et des expériences de libération, de promotion humaine, toutes les communautés de base en font, sous des noms les plus différents.» (Camara, 1977 : 185) Ces minorités abrahamiques sont alimentées par des communautés porteuses dans lesquelles, comme Abraham, des personnes acceptent de prendre la route sans savoir jusqu'où les exigences de la solidarité les conduiront ni comment elles le feront. Ce sont les communautés de base latino-américaines⁵, les communautés pluralistes d'Asie⁶, les églises noires nord-américaines, etc.

Y a-t-il au Québec des lieux où, comme dans ces communautés, on alimente les solidarités? La paroisse puis les mouvements d'action catholique ont jadis constitué un véritable tissu communautaire qui soutenait, dans la dynamique du voir-juger-agir, une spiritualité de la solidarité. Il est plus difficile d'identifier aujourd'hui au Québec les lieux communautaires où puisent les militants et les militantes l'énergie nécessaire pour poursuivre leur lutte.

Certains cherchent un centre de gravité personnel du côté de spiritualités étrangères et trouvent une forme de communauté dans leur organisation militante. On désigne son groupe comme «le mouvement» pour exprimer ce qui, par-delà les structures, réunit des gens autour de la cause. Des réseaux font en sorte que, d'un bout à l'autre du Québec, on peut reconnaître des personnes animées par la même solidarité en mouvement; ils concrétisent d'une certaine manière le concept des minorités abrahamiques.

5. Voir BOFF, Léonardo (1978). *Église en genèse, Les communautés de base réinventent l'Église*, Relais Desclée, 143 pages.

6. Voir BALASURIYA, Tissa (1988). «Apparition de théologies de libération en Asie», *Concilium*, n° 219, 63-64.

D'autres continuent dans la foulée des mouvements d'action catholique à maintenir des lieux de rencontre, voire des petites communautés chrétiennes. Par-delà les organisations, des réseaux de militants et militantes renforcent leurs engagements par diverses occasions de réflexion communautaire et de partage autour de la Bible. La revue *Vie Ouvrière* est un véhicule d'opinions relié à ce courant et le Centre de pastorale en milieu ouvrier a organisé plusieurs colloques réunissant ceux et celles qui se reconnaissent dans cette mouvance⁷. Dans un registre différent, hérité de la tradition de l'École sociale populaire, le Centre Justice et foi et la revue *Relations* jouent un rôle similaire. Une série d'articles de *Relations* ont d'ailleurs abordé au cours des dernières années la question qui fait l'objet de cet article⁸.

Mais il serait vain de chercher des espaces institutionnels consistants qui permettraient de les raccrocher à ceux que traditionnellement l'Église entretient. Les responsables de ce qu'on désigne comme « pastorale sociale » dans les diocèses fonctionnent comme des agents d'un secteur minoritaire dans l'Église. Ils ont la responsabilité de susciter et de soutenir des actions qui correspondent aux positions progressistes de l'Assemblée des évêques du Québec⁹. Cependant, les communautés chrétiennes et l'action pastorale des paroisses n'ont pas pris acte des grands enjeux éthiques que doivent considérer dans leur action les artisans de la solidarité. On constate, en outre, un divorce entre le discours épiscopal progressiste et les pratiques pastorales conservatrices de telle sorte que militantes et militants sont aussi dans l'Église des minorités abrahamiques.

-
7. Il faut lire dans le numéro de mars-avril 1996 de *Vie Ouvrière*, l'entrevue très prophétique avec Jacques Bélanger, responsable des Capucins, sur l'héritage des communautés religieuses au Québec : « Il y a, dit-il, un tressaillement commun entre les militants-es des groupes populaires et nous. Malgré la différence d'âge, quand on se parle, on n'a pas besoin de s'expliquer longtemps. Ces gens-là se retrouvent aujourd'hui impliqués dans des groupes populaires pour les mêmes raisons qui m'ont fait entrer en communauté. » (ROBITAILLE, Jean (1996) « Jacques Bélanger et l'héritage des communautés religieuses. Y aura-t-il une vie après la mort ? », VO, n° 259, 12-17).
 8. Une série impressionnante de dossiers de *Relations* plaident pour une spiritualité de l'engagement. On les retrouvera dans les numéros 606 (« Sur le chemin de la justice », décembre 1994), 602 (« Le bonheur », juillet-août 1994), 600 (« Le poids social de l'amour », mai 1994), 597 (« À l'affût du sens », janvier-février 1994), 586 (« Le pari de la fraternité », décembre 1992) et 556 (« Retrouver le souffle », décembre 1989).
 9. À l'occasion du 1^{er} mai de chaque année, le Comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du Québec publie un message à portée sociale dont les derniers sont intitulés *Pour un développement solidaire* (1991), *Pour vivre la démocratie économique* (1992), *Lettre des pauvres aux communautés chrétiennes* (1993), *Partager le travail entre nous* (1994), *Pour en finir avec la pauvreté des femmes* (1995) et *Coup de cœur pour l'emploi* (1996) qui s'achève par cette phrase : « En cette Fête du 1^{er} Mai, en plein cœur de l'Année internationale pour l'élimination de la pauvreté, tout le monde est convoqué à participer à un grand festival " coup de cœur pour l'emploi " en se rappelant que la solidarité est le nouveau nom de la charité. »

Les évêques du Québec tout comme les responsables des communautés chrétiennes sont sensibles à cette lacune. Fruit d'une recherche sur l'état et l'avenir des communautés ecclésiales locales, un rapport intitulé *Risquer l'avenir*, publié en 1992, relevait comme priorités l'éducation de la foi des adultes et la fraternité dans les communautés chrétiennes. Les responsables de communautés ont, pour leur part, jugé qu'il faut placer avant la fraternité dans les communautés la nécessité de « faire découvrir aux communautés chrétiennes l'originalité de leur apport au plan social et [de] leur donner des outils les rendant capables d'influencer évangéliquement leur milieu » (Comité de recherche de l'AEQ sur les communautés chrétiennes locales, 1993 : 53). Admettons que ce défi reste à relever...

Bibliographie

- ASSEMBLÉE DES ÉVÊQUES DU QUÉBEC (1993). *L'Église du Québec 1988-1993. À l'occasion de la visite ad limina 1993, les évêques du Québec font le bilan de la situation*, Montréal, Fides, 94 pages.
- BAUM, Gregory (1994). « La place de l'amour dans le combat social », *Relations*, mai, n° 600, 110-112.
- BAUM, Gregory (1994). « Pour une spiritualité de la solidarité », *Relations*, décembre, n° 606, 298-300.
- CAMARA, Dom Helder (1977). *Les conversions d'un évêque. Entretiens avec José de Broucker*, Paris, Seuil, 204 pages.
- COMITÉ DE RECHERCHE DE L'ASSEMBLÉE DES ÉVÊQUES DU QUÉBEC SUR LES COMMUNAUTÉS CHRÉTIENNES LOCALES (1992). *Risquer l'avenir. Bilan d'enquête et prospectives*, Montréal, Fides, 227 pages.
- COMITÉ DE RECHERCHE DE L'ASSEMBLÉE DES ÉVÊQUES DU QUÉBEC SUR LES COMMUNAUTÉS CHRÉTIENNES LOCALES (1993). *L'avenir des communautés chrétiennes. Rapport du congrès provincial tenu à Montréal en octobre 1992*, Montréal, Fides, 130 pages.
- GIGUÈRE, Joseph (1994). « Militer et être heureux », *Relations*, juillet-août, n° 602, 175-177.
- PAIEMENT, Guy (1994). « Le sens partagé », *Relations*, janvier-février, n° 597, 14-17.
- SOARES-PRABHU, George (1990). « Parler à "Abba" », *Concilium*, juin, n° 229, 49-62.
- TURCOT, Gisèle (1992). « Le retour de la fraternité », *Relations*, décembre, n° 586, 298.